



# GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

N° 137.

LUNDI, 16 Mai 1808.

## EXTÉRIEUR.

### AFRIQUE.

Tanger, le 16 avril.

Un détachement de 300 hommes de la garnison de Gibraltar s'empara, le 28 mars, de l'île de Péreuil, qui appartient à l'empereur de Maroc notre souverain. Cette attaque était d'autant plus imprévue que nous étions en paix avec l'Angleterre, que ses vaisseaux étaient librement admis dans nos ports, et que nous leur avions fourni de nombreux approvisionnements en subsistances.

L'île de Péreuil est située dans le Détroit de Gibraltar. Elle se prolonge dans la direction de la côte d'Afrique, dont elle n'est séparée que par une passe d'environ cent toises de largeur. Il ne peut s'engager entre l'île et la terre que de très-petits bâtimens, à cause des bas-fonds; mais du côté de la mer on trouve vingt brasses de profondeur.

Cette île n'est, pour ainsi dire, qu'un rocher de 400 pas de longueur, sur 100 pas de largeur; mais la proximité du Continent peut en rendre l'approvisionnement facile: elle est à 9 lieues à l'est de Tanger, à 3 lieues à l'ouest de Ceuta. Les bâtimens expédiés d'Algérie pour cette dernière place, sont obligés de passer à peu de distance de Péreuil, lorsque les vents soufflent de l'ouest ou du sud-ouest: le courant porte dans la même direction, et l'on a pu juger, lorsque les Anglais sont venus s'établir dans l'île, qu'ils cherchaient sur-tout à intercepter les communications de l'Espagne avec Ceuta.

Dès le moment de leur arrivée, les Anglais se fortifièrent: ils construisirent une batterie de 12 pièces de canon, et des baraques; Gibraltar leur fournissait des matériaux et des ouvriers; ils tiraient sur un mistic espagnol; trois bricks de guerre anglais s'établirent en station devant le port de Ceuta.

Mais cette invasion de l'île de Péreuil, par les Anglais, était une violation trop manifeste de notre territoire et de notre neutralité, pour que les Anglais pussent s'y maintenir sans se mettre en état de guerre avec notre souverain. L'Empereur de Maroc leur a fait signifier qu'ils eussent à abandonner cette île. Ils se disposent à partir, et ils sont convenus avec notre gouvernement qu'ils allaient remettre Péreuil aux troupes de Maroc.

On dit que c'est sur la demande du chargé d'affaires de France, que notre maître s'est déterminé à exiger des Anglais la restitution de l'île de Péreuil.

### RUSSIE.

Moscou, le 4 avril.

On a publié dans un journal français un article de Pétersbourg, dans lequel on prétendait qu'on avait arrêté ici, et conduit sous escorte à Pétersbourg, un conseiller-d'état qui, se voyant soupçonné d'avoir fait de faux billets de banque, avait incendié la maison d'un serrurier et empoisonné un marchand. On ajoutait que dans l'enquête juridique, ce conseiller avait été protégé par la partialité des membres du gouvernement. Ce fait, ainsi que ce reproche, sont absolument dénués de fondement; mais la circonstance suivante peut avoir donné lieu à cette nouvelle.

Un paysan dénonça ici un conseiller d'état pour lui avoir ordonné de couper du papier pour des billets de banque bleus. L'affaire fut examinée sur-le-champ, et après une information juridique, renvoyée au sixième département du sénat dirigeant, le sénat ne trouvant pas dans la procédure les preuves nécessaires pour démontrer la vérité ou la fausseté de la dénonciation, résolut d'examiner l'affaire à fond, et de faire subir un nouvel interrogatoire au dénonciateur en présence du sénat; ce qui a eu lieu.

(Journal de Francfort.)

### SUEDE.

Tavastheus, le 28 mars.

On a célébré ici, le 23, l'anniversaire de l'avènement au trône de S. M. l'Empereur de toutes les Russies. Dès le matin, les membres de la régence, le clergé, le bourguemestre, les magistrats et les principaux habitans allèrent féliciter le conseiller-d'état Emin, arrivé ici en qualité

de gouverneur civil de la Finlande; ils lui témoignèrent de nouveau leur reconnaissance pour la protection accordée à leurs personnes et à leurs propriétés. Ils se rendirent ensuite à l'église, précédés du gouverneur civil et du baron de Munk.

L'office terminé, le clergé, le commandant, le bourguemestre et les personnes les plus distinguées, russes et suédoises, dînèrent chez le gouverneur civil. Pendant le repas, où régna la plus franche gaieté, on porta les santés de LL. MM. et de la maison impériale. Le soir, la ville fut illuminée sans qu'on ait donné d'ordre à cet égard. Cette fête a été célébrée à Abo avec la même solennité. (Idem.)

### DANEMARK.

Copenhague, le 30 avril.

Le 27, on a vu devant le Sund cinq vaisseaux de ligne anglais, dont deux se sont réunis avant-hier à deux autres vaisseaux déjà stationnés près de l'île d'Hveen. Un cutter a jeté l'ancre en face de Webeck.

Les vaisseaux ennemis qui avaient disparu des Belts, s'y sont montrés de nouveau: depuis le 25, il y en a huit entre Alnaes et la Fionie, et on en voit un grand nombre dans la baie de Leieroe. L'ennemi a tenté de nouveau des débarquemens sur plusieurs points, et notamment dans les petites îles; mais il paraît qu'il n'a eu d'autre intention que de piller, et il s'est retiré dès qu'il a eu commis ses pirateries ordinaires. S'il faut en croire le bruit public, sa descente à Fladstrandt aurait été plus sérieuse; mais elle n'a pas été couronnée de succès, grâce à la résistance de nos troupes.

— La police d'Elseneur a fait publier que, d'après le rapport des médecins, la maladie qui y règne n'est point d'un caractère à faire naître des alarmes.

— Le 20 de ce mois, la commune juive a obtenu la permission de féliciter S. M. sur son avènement au trône. A la suite d'un discours prononcé par M. Nathausan, chef de la députation, S. M. a daigné donner à ladite commune les assurances les plus flatteuses de sa protection. (Publiciste.)

Altona, le 7 mai.

La place de Cuxhaven a été canonnée par les Anglais. Voici comme on raconte cette affaire:

Le 4 mai, une frégate anglaise chassait un bâtiment à l'embouchure de l'Elbe. Les canonniers français qui sont à Cuxhaven firent plusieurs décharges contre les Anglais pour les forcer à s'éloigner et pour sauver le bâtiment. Ceux-ci revinrent devant Cuxhaven, avec deux frégates et un brick, et lancèrent quantité de boulets contre la place. Plusieurs maisons ont été endommagées; une fille a été tuée dans la rue et une autre blessée: voilà à quoi se bornent leurs exploits de cette brillante journée. Il est parti aujourd'hui de Hambourg un détachement de troupes hollandaises pour renforcer la garnison de Cuxhaven.

— On mande de Copenhague que les Suédois ont fait de nouvelles tentatives contre la Norvège, mais sans aucun succès. Dans une action qui a eu lieu le 22 avril, près de Blackiar, on leur a fait 300 prisonniers, qui ont été transportés à Christiania.

(Journal de l'Empire.)

### ALLEMAGNE.

Hambourg, le 7 mai.

M. Forbes, consul américain dans cette ville, vient de faire circuler une pièce dont voici l'extrait:

Embargo américain.

Cette mesure vigoureuse qui annonce l'énergie du gouvernement, et qui sera soutenue par le patriotisme de la nation, est la plus convenable à l'état de crise où nous nous trouvons actuellement. Toutes les personnes sensées étaient de cet avis, et prévoyaient que, sans sacrifier les intérêts de la nation, il était impossible de ne pas adopter sans retard cette mesure d'embargo.

L'Angleterre, en dénaturant le Code maritime et en violant les droits des neutres, fournit au gouvernement français l'occasion de rendre son

décret de novembre 1806, interdisant tout commerce avec la Grande-Bretagne.

L'Angleterre usa de représailles en interdisant toute espèce de commerce de la part des neutres avec l'ennemi.

Or, comme nous sommes les seuls neutres, et que l'Univers entier est l'ennemi des Anglais, tout commerce de notre part est censé prohibé par les Anglais.

Ajoutons à cela la dernière proclamation du gouvernement anglais, autorisant la recherche de tous Anglais, soit déserteurs ou non, à bord des vaisseaux américains. Et, d'après le nombre de nos compatriotes dont on s'est emparé jusqu'à ce jour, sous prétexte qu'ils étaient Anglais, on peut juger de la quantité de nos concitoyens qui tomberaient entre les mains des officiers de la Grande-Bretagne, dont le devoir est aujourd'hui de faire des recherches à bord de nos vaisseaux marchands.

Ainsi l'Océan ne présente en ce moment qu'un champ de bataille où l'on n'a rien à attendre que dangers de toute espèce, malheurs et spoliation.

Dans de telles circonstances, le parti pris était le seul à prendre. Nous avons dû nous isoler, préserver notre fortune et démontrer à l'Univers que nous avions assez de vertu et de patriotisme, pour prendre une attitude conforme à la situation des affaires.

Cet embargo, sauve-garde de nos ressources, doit avoir un effet inmanquable: celui d'engager par leur propre intérêt les nations belligérantes à se départir d'un système qui nous exclut de l'Océan.

L'Angleterre sur-tout y sera forcée en voyant l'état de détresse de ses manufactures, le manque absolu d'agès, et la difficulté qu'elle éprouvera à approvisionner ses colonies, dont le nombre augmente chaque jour.

Cette mesure sur-tout a cela d'heureux qu'elle ne blesse les droits d'aucune nation: elle est le garant de notre sûreté, sans être un signal d'agression. D'ailleurs, universelle et impartiale, s'étendant à toutes les nations, elle ne peut devenir pour aucune le prétexte de nous faire la guerre. Nous ne pouvons donc être attaqués que par suite d'un plan prémédité d'hostilités contre notre patrie.

Mais cet embargo n'aurait-il pas pu être modifié? N'aurait-il pas été possible, par exemple, qu'on permit à des vaisseaux étrangers d'exporter des marchandises de nos ports?

Non certes, puisque l'Angleterre ayant à sa disposition un plus grand nombre de vaisseaux et de moyens de transport, elle aurait pris chez nous tous les approvisionnements dont elle aurait eu besoin, tandis que ses ennemis n'auraient pas eu le même avantage.

Les Anglais presque seuls répandus dans nos marchés, y auraient acheté à moitié prix; l'argent répandu par eux aurait fini par enrober nos marins et par acheter nos navires qui eussent été perdus pour nous: c'est été d'ailleurs une faveur pour eux. L'embargo enfin a été provoqué par le président, très-versé dans la politique des cabinets; adopté par le congrès, le sénat et par la chambre des représentans, il ne reste plus aux Américains qu'à se confier dans leur gouvernement, et à se rallier à une mesure qui doit tendre à leur bonheur et à la conservation de leurs plus chers intérêts. (Gazette de France.)

### BAVIÈRE.

Inspruck, le 4 mai.

Une publication faite ici annonce que le grand tirage à la cible, dont nous avons parlé dernièrement, durera depuis le 27 mai jusqu'au 7 juin. Le grand prix sera de 200 ducats et d'un drapeau.

— Depuis que le Tyrol a passé sous la domination de la Bavière, nous étions dans l'incertitude sur le sort de l'Université; mais nous venons d'être tranquillisés à cet égard: la conservation de cette Académie est aujourd'hui décidée. Cet établissement, fondé en 1673 par l'empereur Léopold I<sup>er</sup> d'Autriche, dans le but de combattre les principes du protestantisme, fut transformé par l'empereur Joseph II (qui ne voulait conserver pour toute la monarchie autrichienne que trois Universités, celle de Vienne, de Prague et de Fribourg en Brisgau) en un simple lycée. Sur les réclamations des Etats provinciaux du Tyrol, l'empereur Léopold II rétablit ensuite l'Université, qui, depuis cette époque, prit le surnom de

*Leopoldine.* Dès que notre pays fut passé sous la domination bavarroise, on proposa à la cour de Munich de la supprimer, parce que la majeure partie des fonds de cet établissement, qui se trouvaient à la banque de Vienne, avait été séquestrée par l'Autriche. On voulait la remplacer ici par un lycée, destiné principalement à former des ecclésiastiques pour le Tyrol et les districts voisins. Les réclamations faites à Munich ont engagé le gouvernement à nommer une commission chargée d'examiner cette affaire. Son rapport a prouvé que la conservation de cette Université serait très-utile en général, et en particulier un grand bienfait pour cette province, et sur-tout pour les habitants du Tyrol italien. Le comte d'Arco, commissaire-général du roi, a donc annoncé officiellement aux membres de l'Université qu'elle ne serait point supprimée, et alors on a aussitôt procédé à l'élection d'un recteur. Les membres de cette Académie et les autorités administratives sont occupés en ce moment à rédiger un nouveau plan d'organisation et d'enseignement qui sera soumis à la cour. Le nombre des étudiants est aujourd'hui de 450, dont la moitié du Tyrol allemand, et l'autre moitié du Tyrol italien et de la Haute-Souabe. L'Université compte 27 professeurs.

L'édit de censure bavarrois, actuellement en vigueur, garantit maintenant aux professeurs et aux autres membres de l'Académie la liberté de publier désormais des écrits et des ouvrages sur toutes les parties des sciences.

L'organisation des écoles intermédiaires et secondaires du Tyrol, est achevée depuis quelques mois, sur le plan adopté par le gouvernement bavarrois pour tous les Etats. Nous avons aujourd'hui des écoles intermédiaires à Innsbruck, Brixen, Meran et Trente. Dans celle de Trente on donne des cours de théologie et de philosophie pour les Italiens. Nous avons aussi des écoles dites *écoles bourgeoises*, à Bozen, Lienz, Roveredo et Ala. Chacun de ces établissements a une bibliothèque formée avec celles des couvens supprimés; ce qu'elles contenaient de plus précieux a été envoyé précédemment à la grande bibliothèque d'Innsbruck.

Les écoles primaires ont été laissées, jusqu'à présent, sous leur ancienne forme; mais il est à présumer qu'on y fera aussi beaucoup de changemens, et qu'on leur donnera une toute autre organisation que celles qu'elles avaient sous la maison d'Autriche.

La cour envoie ici deux cents tableaux de la galerie de Munich, pour les réunir aux meilleurs tableaux qu'on a recueillis dans les collections publiques et dans les couvens du Tyrol. Ils doivent former une galerie, qui sera entretenue aux frais du gouvernement. (Publiciste.)

## WURTEMBERG.

*Stuttgart, le 8 mai.*

LL. MM. le roi et la reine de Wurtemberg se sont décidés à se rendre vers la Saint-Jean à Cassel, afin d'y passer quelques jours avec LL. MM. le roi et la reine de Westphalie.

Le bruit s'était répandu qu'un étranger de distinction viendrait passer une partie de l'été au château royal de Louisbourg; mais on ne sait rien de positif à ce sujet.

On a reçu ici par Vienne quelques lettres qui assurent que la flotte ottomane a quitté le port de Constantinople et les Dardanelles, et qu'elle a fait voile pour l'île de Ténédos. Son principal but paraît être, pour le moment, de maintenir la liberté de la navigation dans l'Archipel, et la communication des divers ports turcs avec Constantinople. (Publiciste.)

## B A D E.

*Carlsruhe, le 9 mai.*

Tout ce qu'ont dit les feuilles publiques sur les contestations qui ont existé entre la cour de Bade et le canton d'Argovie en Suisse, relativement au Frickthal, n'en a donné que des notions très-inexactes. Voici l'origine de cette affaire. Avant la guerre de la révolution, le Frickthal appartenait à la maison d'Autriche, se trouvait sous une certaine dépendance du Brisgau et versait annuellement une somme plus ou moins forte dans la caisse générale établie à Fribourg. Cet état des choses dura jusqu'en 1797, où par le traité de Campo-Formio, la cour de Vienne céda le Frickthal à la France, pour être dans la suite réuni à la Suisse. Dans le traité, on ne s'expliqua pas expressément sur les charges imposées au Frickthal. Pendant quelques années, cette province resta sous l'administration française; elle fut ensuite abandonnée à la Suisse et réunie au canton d'Argovie dont elle fait aujourd'hui partie. Le Brisgau, de son côté, passa, en vertu du traité de Presbourg, sous la domination de Bade. Alors le gouvernement badois réclama auprès du can-

ton d'Argovie les biens appartenant dans le Frickthal à des corporations du Brisgau, ainsi que les rentes qui en étaient dues et les sommes que ce pays payait autrefois au Brisgau. Le gouvernement d'Argovie répondit que l'Autriche ayant cédé le Frickthal à la France, et la France à la Suisse, sans qu'il eût été question des servitudes et des dettes de ce pays, le possesseur actuel ne pouvait pas en être chargé; mais la cour de Bade a soutenu que les charges affectées sur ce pays, et appartenant à des corporations ou à des particuliers, ne devaient, dans aucun cas, être envisagées comme propriété publique, mais comme propriétés privées, et par conséquent comme étrangères aux stipulations politiques. C'est dans cet état de choses que se trouvait cette affaire, lorsque M. d'Iltner et les députés argoviens ont conclu l'arrangement provisoire dont on a parlé, et dont on ne connaît les dispositions que quand il aura été ratifié.

Une de nos feuilles publiques annonce que l'on posera incessamment, dans notre ville, la première pierre d'une église catholique. M. Weinbrenner, premier architecte, avait donné le plan d'une rotonde à élever dans l'emplacement ci-devant occupé par des jardins, entre le prolongement de la rue dite *Herrengasse* et celui de la rue dite *Rittergasse*, et ce monument, dans une situation aussi avantageuse, aurait été le seul de son genre qu'eût possédé l'Allemagne. Mais les catholiques romains ayant préféré la forme rectangulaire qui semble affectée aux basiliques, on a cédé à leurs représentations. (Publiciste.)

## I N T É R I E U R.

*Bayonne, le 11 mai.*

Par un traité conclu entre l'EMPEREUR NAPOLEON et le roi Charles, auquel ont adhéré le prince des Asturies et les infans don Carlos, don Francisco et don Antonio, ce qui compose la totalité des membres de la maison d'Espagne, tous les différends existans ont été aplanis. On ignore encore les conditions du traité. Suivant nos constitutions, il ne peut pas être rendu public avant d'avoir été communiqué au Sénat. Mais on voit par la proclamation du roi d'Espagne et par celle du prince des Asturies, que l'EMPEREUR NAPOLEON est revêtu de tous les droits de la maison d'Espagne. Le roi Charles, la reine Louise-Marie, la reine Marie-Louise et l'infant don Francisco d'Espagne, aujourd'hui chez l'EMPEREUR et partent demain pour Bordeaux. Ils feront ce voyage en quatre jours. Ils passeront deux jours à Bordeaux, et se rendront de-là à Fontainebleau, d'où ils iront à Compiègne. On croit que cette résidence a été affectée, par Sa Majesté, au roi Charles, pour en jouir sa vie durant.

Le prince des Asturies, l'infant don Carlos, et l'infant don Antonio ont passé hier la soirée avec LL. MM. l'EMPEREUR et l'Impératrice. Ils sont partis aujourd'hui à cinq heures du matin pour Bordeaux. Ils seront deux jours en route. Ils passeront deux jours à Bordeaux, et se rendront ensuite à Valençay d'où il est probable qu'ils iront à Navarre. On croit que S. M. leur a cédé cette superbe terre et la forêt qui en dépend.

On dit que beaucoup d'Espagnols de distinction sont en route pour Bayonne, où il paraît que S. M. va tenir une junte générale. On présume qu'elle s'occupera non-seulement de régler ce qui concerne la succession au trône, mais encore de statuer sur les améliorations que tous les bons Espagnols réclament.

Tout est parfaitement tranquille en Espagne, et les choses y sont sur le meilleur pied.

### A la suprême Junte de gouvernement.

Ayant jugé convenable de donner une même direction à toutes les forces de notre royaume, afin de maintenir la sûreté des propriétés et la tranquillité publique contre les ennemis soit de l'intérieur, soit de l'extérieur, nous avons cru à propos de nommer lieutenant-général du royaume, notre cousin le grand-duc de Berg, qui commande en même-temps les troupes de notre allié l'EMPEREUR DES FRANÇAIS.

Nous ordonnons aux conseil de Castille, capitaines-généraux et gouverneurs dans nos provinces d'obéir à ses ordres. En ladite qualité, il présidera la Junte du gouvernement.

Donné à Bayonne, au palais impérial dit du Gouvernement, le 4 mai 1808.

Signé, Moi, le roi.

Espagnols mes aimés sujets,

Des hommes perfides cherchent à vous égarer. On voudrait vous mettre les armes à la main contre les troupes françaises; et réciproquement

on cherche à armer les Français contre vous et vous contre les Français. Le saccage de toutes les Espagnes, des malheurs de toutes les espèces en seraient le résultat.

L'esprit de faction dont j'ai déjà senti les si fâcheux effets, s'agit encore. Dans des circonstances aussi importantes que critiques, je suis occupé de m'entendre avec mon allié l'EMPEREUR DES FRANÇAIS pour tout ce qui concerne votre bonheur, mais gardez-vous d'en écouter les ennemis.

Tous ceux qui vous parlent contre la France ont soit de votre sang; ce sont ou des ennemis de votre nation, ou des agents de l'Angleterre qui s'agitent dans ces circonstances, et dont les manœuvres entraîneraient la perte de vos colonies, la division de vos provinces, ou une suite d'années de troubles et de malheurs pour votre patrie.

Espagnols, croyez-en mon expérience, et obéissez à cette autorité que je tiens de Dieu et de mes pères: suivez mon exemple, et songez bien que, dans la position où vous vous trouvez, il n'y a prospérité et salut pour les Espagnols que dans l'amitié du GRAND-EMPEREUR notre allié.

Donné à Bayonne, au palais impérial dit du Gouvernement, le 4 mai 1808.

Moi LE ROI.

*La Junte suprême du gouvernement aux habitants de Madrid.*

Habitans de Madrid,

Votre tranquillité sera désormais inaltérable. Vous la devez à la loyauté de votre caractère; mais elle sera encore plus assurée par la confiance qu'inspirent les lois et la prudence des magistrats zélés à qui leur exécution a été confiée.

C'est dans cette conviction que la Junte suprême du gouvernement proclame, qu'aussitôt que l'humanité l'a exigé, l'armée alliée a supprimé la commission militaire établie pour un seul jour comme un moyen nécessaire, quoique sévère, et qui ne devait son établissement qu'aux égaremens de quelques individus; que désormais tout habitant, de quelque classe qu'il soit, qui aurait donné motif à être arrêté par les troupes françaises, pourvu qu'il n'ait pas porté les armes contre elles, sera immédiatement remis à ses juges naturels, et jugé par eux.

Même dans le seul cas excepté, celui d'avoir porté les armes contre les troupes françaises, un juge désigné par le tribunal compétent de la nation, assistera toujours à l'instruction du procès de l'accusé, jusqu'à ce que la sentence soit prononcée.

Aucun bourgeois domicilié dans cette ville, ni étranger, ne sera molesté à cause de la manière dont il aura porté son manteau, encore moins les ecclésiastiques.

Les voituriers employés à l'approvisionnement journalier de cette résidence ne souffriront désormais aucune vexation ni détention de leurs voitures ou mulets. Tout individu qui aura de justes plaintes à former, doit s'adresser au juge de police; il peut être assuré qu'il obtiendra le même jour toute justice et même réparation des dommages qu'il aura pu souffrir.

Quant aux muletiers qui sont également employés à apporter des vivres ou des provisions à cette résidence, et qui ordinairement y restent quelques jours, on ne mettra jamais en réquisition au-delà de la moitié de leurs bêtes, même dans le cas de la nécessité la plus urgente, et dans aucun cas plus long-temps que pour trois ou quatre jours, qui leur seront exactement payés aux prix déjà indiqués.

Il sera donné des ordres aux portes de la ville où les voituriers ont souffert des détentions arbitraires pour être visités et dépouillés de leurs armes, afin que cet abus puisse être prévenu. Mais aussi on réitère la défense de s'introduire dans la ville avec des armes à feu ou autres défendues. Elles doivent toujours être mises en dépôt à la porte.

Donné au Palais, le 5 mai 1808.

Par arrêté de la Junte suprême du gouvernement:

Signé, le comte DE CASA VALENCIA, secrétaire.

N. B. Par son arrêté de ce jour, la Junte a nommé juge de police, le conseiller de la Castille don Domingo Fernandez de Campomanes; il demeure place de Cordoue, maison d'Alfaro.

*Copie de la circulaire adressée, par le conseil de la suprême et générale Inquisition, à tous les tribunaux du royaume.*

Les suites fâcheuses qu'a eues dans cette résidence, le 2 du mois courant, l'émeute scandaleuse du bas peuple contre les troupes de l'EMPEREUR DES FRANÇAIS, a rendu nécessaire la plus active vigilance de toutes les autorités et

de tous les corps respectables de la nation, pour éviter que de pareils excès ne se répètent point et pour maintenir dans toutes les communes la tranquillité que leur propre intérêt exige autant que l'hospitalité due à des officiers et soldats amis qui n'offensent personne, et qui jusqu'à ce moment ont donné les plus grandes preuves du bon ordre et de la bonne discipline, en châtiant avec rigueur ceux qui ont commis des excès, ou maltraité des Espagnols dans leurs personnes ou leurs biens.

Il est très-présumable que la malveillance ou l'ignorance ont porté des hommes faciles à abuser, à commettre des désordres révolutionnaires, sous le masque du patriotisme et de l'amour du souverain. Il est par conséquent du devoir de ceux qui sont mieux instruits, de les désabuser et de leur ôter une erreur aussi dangereuse, en leur faisant connaître que de pareils mouvements tumultueux, loin de produire les effets de la loyauté bien dirigée, servent uniquement à mettre la patrie en convulsion, en rompant les liens de subordination sur lesquels repose le bonheur des communes, en étouffant les sentimens d'humanité et en détruisant la confiance qu'on doit avoir dans le gouvernement, à qui seul il appartient de diriger avec uniformité le patriotisme et de donner l'impulsion à ses efforts.

Ces vérités si importantes, personne ne pourra les mieux inculquer dans les esprits et dans les cœurs que les ministres de la religion de Jésus-Christ, laquelle ne respire que la paix et la fraternité entre les hommes, ainsi que la soumission, le respect et l'obéissance envers les autorités; et comme les individus et les ministres du Saint-Office doivent être et ont toujours été les premiers à donner des exemples aux ministres de la paix, nous avons cru, Messieurs, qu'il était convenable à notre ministère et de notre devoir de vous adresser cette lettre, afin qu'instruits de son contenu, et pénétrés de l'urgente nécessité, vous puissiez concourir unanimement à la conservation de la tranquillité publique. Vous en donnerez connaissance à tous les subalternes de vos tribunaux respectifs, ainsi qu'aux commissaires des districts, pour que tous, et chacun de son côté, contribue à un objet aussi important avec tout le zèle, toute l'activité et toute la prudence possibles. Vous tiendrez ceci pour entendu, et accuserez dûment la réception de cette circulaire. Que Dieu vous conserve.

Madrid, le 6 mai 1808.

Certifié conforme à l'original.

Signé, DON CHRISTOVAL COS Y VIVERO,  
Secrétaire du Conseil.

Au conseil suprême de Castille, etc.

Au conseil de l'Inquisition, etc.

Dans ces circonstances extraordinaires, nous avons voulu donner une nouvelle preuve de notre amour à nos aimés sujets dont le bonheur a été pendant tout notre règne le constant objet de nos sollicitudes. Nous avons donc cédé tous nos droits sur les Espagnes à notre allié et ami l'EMPEREUR DES FRANÇAIS, par un traité signé et ratifié, en stipulant l'intégrité et l'indépendance des Espagnes, et la conservation de notre sainte religion, non-seulement comme dominante, mais comme seule tolérée en Espagne.

Nous avons en conséquence jugé convenable de vous écrire la présente pour que vous ayez à vous y conformer, à le faire connaître et à seconder de tous vos moyens l'EMPEREUR NAPOLEON. Montrez la plus grande union et amitié avec les Français, et sur-tout portez tous vos soins à garantir les royaumes de toute rébellion et émeute.

Dans la nouvelle position où nous allons nous trouver, nous fixerons souvent nos regards sur vous, et nous serons heureux de vous savoir tranquilles et contents.

Donné au Palais impérial, dit du Gouvernement, le 8 mai 1808.

Signé, MOI LE ROI.

Cologne, le 8 mai.

On vient d'acquiescer une nouvelle preuve de l'efficacité des mesures prises par M. le maire de cette ville, pour secourir les noyés. Le 3 de ce mois, à 7 heures du matin, on a repêché dans le Rhin une fille qu'on a transportée chez M. Bourens, chirurgien préposé à cette institution salubre. Cette fille ne donnait aucun signe de vie, mais à force de soins et d'efforts, elle a repris connaissance vers les dix heures. A midi elle avait recouvré la parole, et à huit heures du soir elle marchait, et se portait comme à l'ordinaire. C'est la 4<sup>me</sup> personne noyée que cet établissement, le zèle et les talens de M. Bourens, ont réussi à rendre à la vie.

— Le crime de faux vient d'occuper, à plusieurs reprises, nos tribunaux. De tous les procès

de ce genre, aucun n'a excité aussi vivement la curiosité générale que celui où s'est trouvé impliqué le nommé Reinhard Willhelm-Mische, ci-devant officier dans l'armée hollandaise, depuis receveur du comte régnant de Bentheim-Steinfurt et adjoint de la mairie d'Alpen. L'acte qui faisait le corps du délit, était une transaction par laquelle le comte transportait à Mische la propriété de ses biens à Alpen, évalués un demi-million, moyennant une somme de 6000 florins de Hollande et une rente viagère de 1000 francs. Cet acte était muni de la signature du comte; mais celui-ci niait qu'il l'eût jamais donnée, et M. Hanne, procureur-général du tribunal criminel de la Roër, accusait Mische du crime de faux. Ce magistrat en chercha les preuves dans la teneur de l'acte, dans la manière de signer du comte et de son conseiller M. Conradi, dans le sceau, dans le papier, dans les qualifications, dans l'alibi des contractans. M. le comte de Bentheim-Steinfurt crut devoir prendre part lui-même à un procès où non-seulement son intérêt, mais son honneur se trouvaient compromis, puisqu'il s'y agissait pour lui d'avoir nié sa signature. Plusieurs membres de la régence de Steinfurt parurent comme témoins, et s'efforcèrent de répandre du jour sur cette importante affaire. Le tribunal criminel, jugeant comme tribunal spécial sans l'assistance d'un jury, prononça qu'il n'était pas prouvé que l'acte attaqué comme faux le fût réellement, et en conséquence Mische fut remis en liberté. Mais il était encore bien loin de se mettre en possession des propriétés du comte, et de pouvoir se moquer de la justice avec un demi-million de biens. Poursuivi de nouveau pour d'autres actes de fausseté, et traduit devant la cour criminelle spéciale du département de la Roër, son jugement définitif a été prononcé le 4 mai. Plusieurs actes ont été reconnus comme faux, et dans le nombre il s'en trouvait un relatif à l'achat des propriétés d'Alpen. Pendant les débats, on a donné connaissance de plusieurs autres pièces également fausses, et la cour a prouvé de nouveau avec quelle rigueur aussi juste qu'inflexible elle poursuit les criminels. Mische a été condamné à la peine des fers pour quatre ans et à être marqué de la lettre F. Le jugement a déjà été exécuté. Un garde-forêts, complice de Mische et son subordonné, a été regardé pour cette raison comme moins coupable; il a été condamné à la réclusion pendant un an.

Paris, le 15 mai.

Les obsèques du sénateur Cabanis se sont faites hier avec beaucoup de solennité. Son corps avait été transporté de sa maison de Ruel, où il est mort, en son ancienne résidence à Auteuil. Des députations considérables du Sénat, de l'Institut et de la Société de Médecine, se sont rendues à Auteuil et ont accompagné le corps à l'église paroissiale. Avant le service, M. Garat, sénateur et membre de l'Institut, a prononcé dans l'église l'éloge de son collègue, qui était aussi son ami. Son discours a paru plein de talent, de sensibilité et de choses éloquentes; il en a improvisé une partie, et a prononcé le tout avec le ton du plus profond attendrissement. Après le service, le corps a été transporté à l'église de Sainte-Genève, où il a été enterré avec toutes les cérémonies prescrites pour l'inhumation des membres du Sénat.

#### MINISTÈRE DU GRAND-JUGE.

Par jugement du 26 février 1808, sur la demande de Gabriel Ghislain, négociant, et de Marie-Antoinette Walrand, son épouse.

Le tribunal de première instance à Charleroy, département de Jemmapes, a déclaré l'absence de Jean-Baptiste Walrand.

Par jugement du 12 octobre 1807, sur la demande de François-Joseph Gerard, officier retiré à Melisey.

Le tribunal de première instance à Lure, département de la Haute-Saône, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jean-François Gérard, disparu depuis 15 à 17 ans.

Par jugement du 11 mars 1808, sur la demande de Hubert Thierry, et autres intéressés.

Le tribunal de première instance à Wassy, département de la Haute-Marne, a déclaré l'absence de Simon Thierry.

#### LOTÉRIE IMPÉRIALE.

Tirage de Paris, du 15 mai.

34. 49. 18. 55. 4.

#### MUSIQUE.

Méthode de premier et second cor, par H. Domnich, membre du Conservatoire impérial de musique, adoptée pour servir à l'étude dans cet établissement.

Parmi les établissements que le Gouvernement favorise et honore d'une protection spéciale, le Conservatoire impérial de musique n'est pas celui qui s'est le moins empressé à payer son tribut de reconnaissance, et dont les efforts, à cet égard, ont été les moins heureux. En effet, cette école célèbre n'a pas borné sa tâche à former de nombreux élèves et beaucoup d'artistes distingués, pour nos armées, nos temples et nos théâtres. Elle a considéré son institution sous un point de vue plus étendu. Renfermant dans son sein l'élite des professeurs, elle a profité de cette précieuse réunion de talens pour fixer invariablement les bases de l'enseignement musical, en publiant une suite d'ouvrages élémentaires, sur toutes les parties que cet enseignement embrasse.

Rien ne devait être plus utile aux progrès de l'art que cette unité de doctrine et cette espèce de promulgation des vrais principes, consacrée par l'assentiment des plus habiles maîtres. C'est dans cet esprit qu'ont été successivement rédigés les *Solfèges*, le *Traité d'harmonie*, les *Méthodes de chant*, de *piano*, de *violon* et de *violoncelle*, de *clarinette*, de *flûte* et de *basson*; méthodes qui, ne différant entr'elles que relativement à la diversité des instrumens, se rattachent les unes aux autres dans tout ce que ces instrumens ont de commun, et forment ainsi un système parfaitement lié. Il manquait à cette intéressante collection une *Méthode de premier et de second cor*. M. Domnich a été chargé de la composer; son ouvrage paraît; il justifie pleinement le choix du Conservatoire, et il doit remplir l'attente du public.

La tâche imposée à M. Domnich présentait de grandes difficultés. La démonstration méthodique du cor ne ressemble presque en rien à celle des autres instrumens. Les procédés de ces derniers, extérieurs et visibles, peuvent être, en quelque façon, discutés par les sens, et confirmés ou démentis par leur témoignage. Le cor, au contraire, est un instrument tout intérieur. Sa structure singulière et compliquée a quelque chose d'obscur et de mystérieux. La plupart de ses procédés échappent à la vue, et le maître qui se propose d'en exposer le mécanisme, a plus besoin de s'adresser à l'esprit qu'aux yeux. C'est donc, sous ce rapport, une idée très-heureuse, que d'avoir placé en tête de l'ouvrage, une notice sur l'origine et les progrès du cor.

M. Domnich y montre d'abord cet instrument tel qu'il fut à sa naissance; il fait observer ensuite la succession de ses développemens et de ses perfectionnemens, depuis l'instant où il n'était qu'une simple corne de bœuf à l'usage des chasseurs et des bergers, jusqu'à l'époque où il est devenu, entre les mains du célèbre Ponto, un instrument presque merveilleux. Ainsi, sous la forme attrayante d'une exposition historique, M. Domnich déguisant avec art une instruction réelle, initie véritablement le lecteur à la partie technique, le prépare aux leçons proprement dites, et s'épargne à lui-même beaucoup d'explications qui, placées dans le corps de la méthode, en auraient embarrassé la marche, et n'auraient eu ni la même clarté, ni le même intérêt, ni surtout le même agrément.

Il n'était pas moins nécessaire de prévenir l'élève contre certaines erreurs capables de l'écarter, dès les premiers pas, de la bonne route, et de l'égarer pour toujours; erreurs d'autant plus dangereuses, qu'elles semblent autorisées par des suffrages recommandables et des exemples imposants. M. Domnich a signalé et combattu ces fausses doctrines par une courte, mais lumineuse dissertation, où ne perdant jamais de vue le rôle que le cor doit jouer dans les orchestres, et n'admettant dès lors que deux genres, savoir, le *premier* et le *second cor*, il s'élève avec force contre l'introduction récente d'un 3<sup>e</sup> genre, appelé par ses partisans le *genre mixte*. Il démontre par des raisons pressantes et décisives que ce prétendu 3<sup>e</sup> genre est renfermé dans chacun des deux autres; mais qu'il reste bien en-deçà de leurs limites respectives; il prouve que cette innovation malheureuse a beaucoup nui aux progrès de l'instrument, en faisant négliger l'étude si essentielle des sons aigus et des sons graves. Il se plaint de ce que beaucoup d'efforts ne sont pas rendus ou sont rendus à contre-sens, depuis que les compositeurs n'ont plus guère à leur disposition que des cors mixtes. Il déclare que le genre mixte ne doit son funeste succès qu'à son extrême facilité; et intéressant l'amour-propre, il exhorte les jeunes gens à renoncer à une étude stérile, qui ne promet point de véritable gloire, et qui détruit les ressources de l'art.

La méthode de M. Domnich est divisée en trois parties.

La première traite des sons en général, de leur justesse, de leur égalité quant au timbre, des fonctions que remplissent les lèvres et la langue dans la production de ces sons. L'auteur y examine ensuite l'étendue du cor, sa manière d'en noter les parties et d'en employer les différents tons.

Ici ses leçons prennent un nouveau degré d'intérêt. Destinées principalement aux élèves, elles peuvent ici devenir utiles aux compositeurs, en leur donnant une idée plus précise d'un instrument jusqu'ici mal connu d'eux, et dont la plupart n'ont pas tiré tout le parti possible, parce qu'ils en ignoraient les moyens et la véritable portée. Les préceptes sur la manière de prendre toutes les notes, dans les gammes diatonique et chromatique, préceptes accompagnés d'observations sur l'effet de chaque note et sur les circonstances où il convient d'en faire usage, où de la rejeter; les articulations, les nuances, les agréments remplissent le reste de cette première partie.

La seconde partie est plus directement appropriée à la pratique de l'instrument. Après quelques instructions relatives à la tenue du cor, à la manière de placer la main dans le pavillon et l'embouchure sur les lèvres, au procédé à suivre pour attaquer convenablement les sons, l'auteur offre à l'émulation de l'élève deux suites d'exercices, pour le premier, et pour le second cor, contenant chacune 150 leçons, distribuées par ordre de difficulté progressive. Ces exercices sont suivis de conseils sur la manière d'étudier en l'absence du professeur; ces avis, recommandables par leur justesse et en même temps par la simplicité, je dirais presque la bonhomie qui y règne, prouvent que rien n'est indifférent à la sollicitude d'un bon maître, et que rien non plus n'échappe à sa prévoyance. La seconde partie est terminée par des réflexions générales sur le goût et l'expression, dignes de la réputation que l'auteur s'est depuis long-temps acquise par des compositions où ces deux qualités se font principalement remarquer.

La troisième partie est composée de douze études, dont quatre sont réservées pour le premier cor, quatre pour le second cor, et dont les quatre autres sont destinées au premier comme au second cor. Ces quatre derniers exemples qui n'occupent que l'étendue propre au genre mixte, mais qui l'occupent toute entière, et qui pourtant peuvent être exécutés indifféremment par le premier et le second cor, achèveraient de démontrer, s'il pouvait rester quelque doute à cet égard, que le genre mixte n'est qu'un dédoublement inutile des deux autres, et justifieraient, s'il était nécessaire, l'arrêt qui semble irrévocablement prononcé par M. Domnich, dans ses observations préliminaires.

La nature de l'ouvrage que nous annonçons, ne comporte pas une plus longue analyse. Ce que nous en avons dit doit, au reste, en donner une notion suffisante, et faire voir que son titre de livre élémentaire est bien rempli. Nous ajouterons que le style en est clair, correct, et quelquefois élégant, sans cesser d'être didactique. Toutes ces qualités réunies promettent à la méthode de premier et de second cor, un succès mérité; par conséquent, un succès durable, et nous nous félicitons d'être les premiers à portée de garantir à son auteur cette juste et flatteuse récompense.

M....

## NÉCROLOGIE.

Extrait d'une notice biographique sur Philippe-Denis Pierres, ancien premier imprimeur ordinaire du roi; par M. P. X. Leschevin.

M. Philippe-Denis Pierres, ancien premier imprimeur ordinaire du roi, membre des académies de Dijon, Lyon, Rouen et Orléans, est mort à Dijon le 28 février, dans la 68<sup>e</sup> année de son âge.

M. Pierres s'était concilié par la manière distinguée dont il exerçait son état, par ses talents dans plus d'un genre, et par ses excellentes qualités, une considération dont il a recueilli d'honorables témoignages dans plusieurs circonstances importantes. On lui doit beaucoup de bonnes éditions dont la correction fait le principal mérite, mais jamais il ne voulut entreprendre celles qu'on appelle *éditions de luxe*, persuadé que l'art de l'imprimerie n'atteint véritablement son but d'utilité que lorsqu'il sert à multiplier les bons ouvrages, et à les mettre, par leur prix, à la portée du plus grand nombre. On peut cependant citer, comme réunissant le mérite d'une exécution fort élégante, à celui de la correction, une foule de livres qui sont sortis de ses presses.

L'édition du *Lexicon de Schrevelius*, donnée en 1752, par le savant abbé Vauvilliers, pro-

fesseur de grec, au collège Royal, étant épuisée depuis long-temps, M. Pierres entreprit, en 1766, d'en donner une nouvelle, et d'y faire des augmentations puisées dans les éditions le plus récemment publiées en Hollande, en Angleterre, en Allemagne. Il s'acquitta seul de ce travail pénible, et fit paraître, en 1767, son édition qu'il divisa en deux volumes, pour la rendre d'un usage plus commode. Les journaux du temps lui ont rendu la justice de déclarer qu'elle a, sur toutes celles qui l'ont précédée, l'avantage d'être plus complète, beaucoup mieux exécutée et bien plus correcte. L'avertissement, écrit en latin, est d'un style élégant et pur; mais M. Pierres n'ayant pas pris la qualité d'éditeur sur le titre de l'ouvrage, le public n'a été informé de la part qu'il y avait, qu'en 1778, et par le premier supplément de la *France littéraire*. L'exemplaire qu'il s'en était réservé, porte ces mots écrits de main, *Edente Philippo Dionisio Pierres*.

Il possédait, sur l'histoire et les procédés de son art, dont il avait étudié avec soin toutes les parties, un riche fonds de connaissances, et avait rassemblé un très-grand nombre d'ouvrages rares et précieux, et de mémoires sur la typographie. En 1774, sur l'invitation de l'Académie des sciences, provoquée par plusieurs membres de cette compagnie, avec lesquels il était lié d'amitié, il entreprit pour la grande collection des arts et métiers, l'*Art de l'imprimerie*. Ce travail, auquel il avait consacré le reste de sa vie, eût formé trois volumes in-folio de texte, accompagnés d'un grand nombre de planches.

L'auteur eût consigné, dans cet ouvrage, les divers améliorations qu'il avait introduites dans les procédés de son art, et qui étaient en pratique dans ses ateliers. Il y eût fait aussi l'histoire de ses travaux sur la stéréotypie, l'impression en feuilles d'or, etc.; enfin, si le temps ne lui eût manqué, de tous les arts qui composent la collection, l'art typographique eût été sans doute le mieux et le plus complètement décrit.

Pendant toute sa vie, M. Pierres a fait, du perfectionnement de l'art typographique, l'objet de ses études et de ses travaux les plus chers. Très-habile mécanicien, il avait en outre le talent d'exécuter en petit le modèle de ses inventions, et entretenait chez lui, pendant toute l'année, un serrurier et un menuisier-charpentier. A portée de juger journellement de la fatigue excessive des ouvriers employés à la presse, il conçut le projet de diminuer de beaucoup cette fatigue en faisant des changements à la machine. Il sentit bien qu'il n'y parviendrait qu'en substituant au mouvement de pression en usage, un autre agent d'après lequel les frottements seraient considérablement atténués. Il atteignit le but, après avoir employé plusieurs années en tentatives multipliées et coûteuses, et soumit, en 1786, au jugement de l'Académie des sciences, sa nouvelle presse qui, après avoir été examinée par des commissaires, fut jugée digne de l'approbation de l'Académie.

Pendant son voyage en France, M. Franklin qui s'intéressait vivement aux progrès d'un art qu'il avait exercé lui-même, ne tarda pas à distinguer M. Pierres. Il se lia très-particulièrement avec lui, et obtint de son amitié qu'il se chargerait de monter à son petit-fils Benjamin Biche, les principes de la typographie. Franklin avait fait en Amérique un grand nombre d'essais pour multiplier très-promptement les copies, et vit avec plaisir ceux auxquels M. Pierres s'était livré depuis 1773, sur le polytype. Il l'engagea fortement à les continuer, et lui fit part de ses idées. On peut voir quels ont été les résultats de cette suite de recherches, dans le *Journal de Paris*, avril et mai 1786, et dans l'ouvrage intitulé: *Histoire et Procédés du Polytype et du Stéréotypage*, par A. G. Camus, pag. 52 et 53.

L'estime et la considération ont été le prix d'un zèle aussi pur, et de ses immenses travaux suivis avec autant de persévérance que de talent. Il reçut un témoignage bien flatteur de la satisfaction du Gouvernement dans les lettres-patentes du 9 juillet 1785.

Plusieurs ministres (1) vinrent visiter ses ateliers; un grand nombre d'hommes recommandables, dont quelques-uns tels que MM. de la Rochefoucauld, le président de Saron, Bailly, l'abbé Bossut, appartenaient à l'Académie des sciences, l'encourageaient, lui communiquaient leurs propres idées, et venaient journellement s'assurer par eux-mêmes du progrès de ses tentatives. Trois Académies lui ouvrirent leurs portes. Le pape Clément XIV ordonna, sur la demande de l'ambassadeur de France, qu'il lui fût envoyé, pour servir à son grand ouvrage, une

épreuve de toutes les espèces de caractères de l'imprimerie du Vatican. En 1782, le roi de Pologne, Poniatowski, dans l'intention d'instituer à Varsovie une bibliothèque publique, s'adressa à lui, et le chargea de rédiger le plan de cet établissement et d'indiquer les livres les plus utiles et les plus estimés dans tous les genres et sur toutes les matières. Ce travail fort considérable occupa son auteur pendant près d'une année, et le roi de Pologne lui témoigna sa satisfaction en lui envoyant une fort belle médaille en or, portant d'un côté le portrait de sa majesté, et au revers trois couronnes, de laurier, chêne et olivier, avec la légende: *Merentibus*.

Le Collège royal auquel M. Pierres avait été puissamment recommandé par son respectable doyen, le savant Capperonnier, le nomma son imprimeur en 1777, et attacha à cette nomination, plusieurs prérogatives dont il n'y avait pas encore d'exemples dans ce collège, telles que le droit d'assister aux séances du comité, au rang des professeurs, de participer à la distribution des jetons, même absent, et de se servir du sceau. Le diplôme qui lui fut délivré à cette occasion est conçu dans les termes les plus flatteurs. Le Collège royal y rappela, comme une circonstance honorable, qu'en adoptant M. Pierres, il avait eu égard à la recommandation de feu M. Capperonnier, auquel M. Vauvilliers avait succédé, en qualité de professeur de langue grecque. A l'exemple de ce corps, la Société royale de médecine accorda à M. Pierres les mêmes prérogatives. Il était en outre imprimeur du grand-conseil, de la Congrégation de Saint-Maur, de celle de France, etc.

## SALLE OLIMPIQUE.

Le troisième et dernier concert de M<sup>lle</sup> Colbran, dans lequel on entendra M. Dupont, est irrévocablement fixé au mercredi 18 mai.

S'adresser, pour la location des loges, rue du Helder, hôtel Mirabeau.

## SPECTACLES.

Académie Impériale de Musique. Aujourd'hui, Relâche. — En attendant la 1<sup>re</sup> rep. d'Aristippe.

Théâtre-Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui,

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Par l'Opéra-Comique, la 2<sup>e</sup> repr. d'Il Credulo (le Crédule, ou le Mariage rompu), opéra en un acte, musique de Cimarosa.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR, donneront aujourd'hui, Koulouf, et.....

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, la Laitière de Bercy, l'Education déplacée, et la Mégaloanthropogénésie.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Peau-d'Ane, et la Famille des Jobards.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, les Stréltz, et les Suites d'un Duel.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, Grands exercices d'équitation, la scène comique de M. Rognolet, tailleur de la Garonne, et les Français en Pologne.

Salle Montansier. Aujourd'hui, la grande voltige par un singe, les chiens savants; le petit Bergamasque fera le saut du ruban pour la première fois.

Tivoli, Chaussée-d'Antin, rue Saint-Lazare. Aujourd'hui, Divert. champêtre. — Le jardin est ouvert tous les jours, depuis 5 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Il y a un bon restaurateur. — Prix d'entrée, 1 fr.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam, et de Boulogne, sont exposées au public dans les deux rotondes du boulevard Montmartre; depuis dix heures du matin jusqu'à six. — La vue de Naples et de ses environs vient d'être exposée dans une troisième rotonde. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Spectacle pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue de la Fontaine - Michaudière, carrefour Gaillon. M. Pierre continuera aujourd'hui, et tous les jours, à sept heures et demie, son intéressante collection de Pièces nouvelles annoncées par les affiches.

Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux. Ce Cabinet est ouvert tous les mercredis, vendredis et dimanches, à sept heures du soir, à huit les expériences de physique, à neuf la fantasmagorie. — On terminera par un orage et la danse des sorciers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.

(1) MM. le baron de Breteuil, Le Noir et de Calonne.